Vendredi

24 mai 1996 n° 285 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

RÉFORMER LA SOCIÉTÉ POUR RÉFORMER L'ÉCOLE

L'éducation est, au sens le plus fort du terme, une question politique. «Une société qui ne s'enseigne pas est une société qui ne s'aime pas », disait Péguy. Force est de constater que la droite offre un piètre spectacle. Entre ses mains, l'éducation devient un petit enjeu politicien. Qui réussira, pense-t-on au RPR, à empêcher François Bayrou d'aspirer à un rôle de présidentiable ? Comment éviter, pense le ministre, de faire trébucher une carrière si prometteuse?

Tout cela serait risible si on ne voyait pas se profiler un discours inquiétant de commissions en rapports, d'ouvrages en discours. L'éducation ne serait plus «rentable». Sa démocratisation serait un leurre, elle ne porte pas remède à l'exclusion, etc.

Il y a là un sophisme conservateur qu'il faut dénoncer vigoureusement. Sa mise en œuvre accentuerait au contraire les ségrégations sociales qui sont déjà notables.

Des réformes sont évidemment à faire dans notre système éducatif. Nous en connaissons les points de fragilité. Mais n'oublions pas que notre système d'enseignement a assumé une élévation remarquable du niveau de formation dans la décennie passée. Contrairement à une idée répandue par la droite, il a évolué plus rapidement que la société. Pour conforter notre école, il faut bien sûr des moyens, il faut tout autant affirmer des missions claires. Mais il faut surtout travailler à une meilleure répartition de l'emploi, à une meilleure diffusion des responsabilités dans notre société. Le grand projet aujourd'hui est de lier la formation initiale et la formation continue. Aux socialistes de refuser la culpabilisation de l'école, de placer le débat sur son vrai terrain, de proposer une égalité continue des chances.

Alain Bergounioux
Secrétaire national à la Formation



LES FONCTIONNAIRES au régime sec

TOUBON, TOUT FAUX :
Le ministre de la Justice déraille. Il accuse sans preuve le PS sur le dossier corse. Provocation inqualifiable ! p. 2

FORMATION :
Le dixième stage du secteur formation se déroulait en Alsace où l'heure est à la reconquête. p. 9

SECRÉTAIRES DE SECTION :
900 responsables du parti à Paris pour une réunion nationale. La démocratie au cœur des débats... pp. 4 à 6

INTERNET :
«Les acteurs de la démocratie». Le PS ouvre le débat sur le Web. Une grande première en France pour une formation politique. p. 8

ISSN 0995-0583

Toubon, tout faux

Mis en cause pour sa politique en Corse et pour les manquements répétés à l'État de droit, Jacques Toubon s'est livré à des accusations très graves sur l'action menée par les gouvernements socialistes sans apporter le début d'un commencement de preuves pour étayer son propos. Un tel comportement serait déjà grave venant d'un dirigeant politique de la majorité car ne correspondant pas aux formes traditionnelles de la polémique, il est totalement inqualifiable de la part du ministre de la Justice qui, en tant que Garde des Sceaux, a des obligations dont la première consiste à respecter les faits et le droit.

Certes, chacun, même un ministre de haut rang du gouvernement, peut perdre ses nerfs voire, ce qui est plus rare, le contrôle de sa parole, mais M. Toubon est hélas un récidiviste. C'est en effet la troisième fois qu'il s'autorise à agresser, de façon brutale et diffamatoire, les socialistes. La première concernait un pseudo financement de notre parti par l'ARC. Ce mensonge avait justifié une démarche de Lionel Jospin auprès du président de la République. La seconde visait scandaleusement Henri Emmanuelli, alors que chacun sait comment les procédures judiciaires intéressant le RPR et les autres partis de droite sont systématiquement enterrées par la Chancellerie. La dernière attaque de Jacques Toubon contre le PS n'est donc pas un dérapage, c'est une stratégie odieuse, honteuse mais organisée pour jeter le trouble dans l'opinion, durcir le débat politique, remobiliser la droite. Ce n'est plus une erreur, voire une faute, c'est une provocation ! **F. H.**



La mauvaise graisse a mauvaise presse

L'écart de langage du Premier ministre a révélé en définitive le fond de la pensée gouvernementale à l'égard des fonctionnaires. Plutôt que de les considérer comme concourant à des missions d'intérêt général et participant directement à la cohésion sociale, il les voit d'abord comme une charge budgétaire, un fardeau qu'il faudrait coûte que coûte alléger.

Le chef du gouvernement ignore le fait, pourtant incontestable, d'une stabilité du nombre des agents de la Fonction publique de l'État -de 1988 à 1995 à peine 70.000 postes supplémentaires ont été créés sur un total de 1.600.0000 fonctionnaires civils. Alain Juppé a préféré faire ressurgir le fantasme d'une «augmentation indéfinie des effectifs de la Fonction publique». Oubliant de rappeler le gel des rémunérations des fonctionnaires en 1996, le Premier ministre a une nouvelle fois cherché à faire d'une catégorie de Français le bouc émissaire commode d'une gestion calamiteuse des finances publiques. Omettant sciemment de souligner que le non remplacement de la moitié des fonctionnaires partant en retraite (c'est-à-dire 30.000 suppressions de postes) ne rapportera au budget qu'à peine 4 milliards de francs, soit 3 fois moins que le Contrat initiative emploi (le fameux CIE) qui n'a permis l'embauche que de 30.000 chômeurs, le chef du gouvernement a tenté de masquer l'échec de sa politique économique et sociale.

Rien d'étonnant à ce que l'opinion publique n'ait pas suivi, marquant là son attachement aux services publics. Cette solidarité aura l'occasion de se traduire lors des prochains jours pour accompagner la mobilisation d'un grand nombre de salariés du secteur public. Puisse M. Juppé en sortir amaigri dans les sondages et, demain, dans les élections !

François Hollande

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet - Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) - Économie : Monique Grima (78.70) • Photos : Pascal Lebrun - Maquette : Christine Lovinger (78.92) - Publicité : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78.09) - Secrétariat : Odile Fée (78.61) - Comptabilité : Michelle Boucher (79-04) - Abonnements : Sabine Sebah (78-57) - Photogravure : Dawant - Paris - Impression : PGE - (94) Saint-Mandé – Routage : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

Conseil

Le Conseil national s'est ouvert sur la présentation, par Daniel Vaillant, du rapport d'activité du parti pour les deux mois écoulés.

UN RAPPORT EN QUATRE POINTS

● L'intensité dramatique de l'actualité internationale, liée à la perpétuation d'une série d'attentats particulièrement sanglants en Israël. Ces événements ont suscité une réaction immédiate de réprobation du Premier secrétaire du Parti socialiste et l'initiative d'une grande manifestation contre le terrorisme, au Trocadéro, à laquelle se sont associés la grande totalité des forces de gauche, et des représentants de la majorité. "*Nous avançons vers ce pourquoi les socialistes ont toujours œuvré : la reconnaissance réciproque des droits à l'existence des deux États, gage de paix, mettant fin à un conflit de plus d'un demi-siècle. La paix nécessite plus que jamais l'engagement de ses partisans et la lutte irréductible contre ses adversaires*" a souligné Daniel Vaillant.

● Les progrès dans la réflexion commune des forces de gauche, qui se sont traduits par la tenue de plusieurs débats publics en présence des dirigeants des principales formations.

● La réponse du Parti à la décision inique prise à l'encontre d'Henri Emmanuelli. Daniel Vaillant a incité très vivement à une relance de la pétition, appuyé par le Premier secrétaire et les membres du Conseil national.

● Le bilan de Jacques Chirac, qui a donné lieu de la part du parti à une forte mobilisation, politique et médiatique.

Daniel Vaillant conclut en rappelant les grands axes de notre travail collectif effectué ou à venir : débat sur la démocratie ; sur le Service national ; analyse par le secteur social, animé par Elizabeth Guigou, de l'évolution de la protection sociale ; présence dans les luttes et les conflits sociaux.

national du 11 mai 1996

Un débat très dense

Le Conseil national est ensuite invité à se pencher sur les différentes questions inscrites à son ordre du jour : l'actualité politique, le débat sur la démocratie, introduit par Jack Lang, et celui sur le Service national, présenté par Paul Quilès et sur lequel nous reviendrons en détail dans un prochain numéro de «Vendredi».

Jack Lang rappelle que *«le combat pour les libertés est un combat de toujours pour la gauche. C'est aussi un combat pour demain...»*. Plus d'une quinzaine d'orateurs interviennent ensuite dans la discussion.

Les gesticulations de Chirac

Premier à s'exprimer, Jean Glavany plaide pour que le parti ne fasse preuve d'aucune indulgence à l'égard de Jacques Chirac, crédité du *«plus mauvais bilan d'un président de la République depuis le début de la Ve»*. *«Même sa simplicité affichée est un artifice»*, ajoute-t-il avant d'aborder le débat sur la démocratie : *«la question première, celle qu'il nous faut résoudre a priori, c'est de permettre aux exclus, à ceux qui connaissent des difficultés, de redevenir des citoyens à part entière»*.

Christophe Clergeau dénonce à son tour les gesticulations de Chirac, destinées à masquer son absence de solutions face à la fracture sociale, et voit dans l'offensive déclenchée contre les droits et libertés, un moyen pour détourner l'opinion des dossiers économiques et sociaux.

Enfin, abordant la préparation de la deuxième Convention thématique, Christophe Clergeau affirme : *«Les Français nous croiront si nous sommes capables, dans notre façon de faire la politique, dans nos actes, de préfigurer l'ensemble de ces projets que nous souhaitons porter»*.

Service national et citoyenneté : deux sujets complémentaires

Jean-Michel Boucheron, Bertrand Delanoë, Marie-Noëlle Lienemann, Régis Juanico et Christine Prietto abordent ensuite le dossier du Service national. Raymond Douyère, comme plus tard Jean-Luc Mélenchon, insiste à son tour sur le lien unissant les deux débats. Il indique également son souhait de voir le parti se saisir plus vigoureusement des questions relatives à la démocratie sociale et à la démocratisation des institutions.

Claude Fleutiaux fait part de son indignation face à l'accueil du roi du Maroc et, plus encore, du fait qu'aucune intervention n'ait été effectuée auprès du souverain hachemite par les autorités françaises pour défendre des cas humanitaires.

Enfin, Jean-Luc Mélenchon se félicite de *«la refondation idéologique à laquelle nous convie Lionel Jospin»* pour souligner que le débat sur la démocratie est tout le contraire d'un débat technique. L'enjeu, face au dépérissement démocratique, sera de savoir *«comment remarier l'exigence sociale et l'exigence démocratique»* en renouant avec l'ambition de la *«République sociale»*.

L'intervention du Premier secrétaire

Largement consacré au dossier Défense, le discours de Lionel Jospin vise aussi à éclairer le panorama politique. Vigoureux dans son jugement sur le bilan de Chirac : *«sa campagne fut la négation électoraliste et systématique d'une réalité qui change»* ; c'est, aujourd'hui, *«l'abandon de toute audace»* ; la multiplication des *«contresens économiques»* d'une politique restreignant l'activité par des prélèvements fiscaux alors qu'il faudrait soutenir la demande ; la *«méconnaissance des fondements de notre démocratie sociale»* ; *«l'engourdissement de l'éducation et de la recherche»*. Lionel Jospin se veut ambitieux dans la démarche du parti, se félicitant de l'amélioration des conditions de sa réflexion et de son travail militant. Il insiste sur la nécessité pour les socialistes d'aborder 1998 non dans un esprit de *«combat»* mais forts et sûrs de la *«cohérence de leurs propositions»* et de la *«cohésion de leur majorité...»*. Enfin, il souligne sa volonté personnelle d'améliorer la représentation des femmes à l'occasion des prochaines élections législatives.

éric Nadin

MOIS DE MAI

Lionel Jospin a abordé en ces termes la conjonction d'événements-souvenirs de Mai :

«Bien sûr, ce qui fonde notre engagement, c'est la préoccupation du présent, de l'avenir, c'est naturellement vers nos concitoyens, vers les vivants, que nous nous tournons, et pas simplement vers le passé et nos morts. Mais, en même temps, au moment où certains veulent commémorer avec grand faste l'anniversaire du baptême de Clovis et faire comme si cela devait être à nouveau le baptême de la France, on nous pardonnera quand même d'avoir, sans honte, à commémorer le 1er mai 1886 ou le 60e anniversaire du Front populaire, et de parler de François Mitterrand...»

Bilan des élections partielles

Dans le cadre de son rapport d'activité, Daniel Vaillant a dressé le bilan électoral des deux mois écoulés.

«Durant cette période, comme lors des précédentes, un certain nombre d'élections partielles, législatives et cantonales, ont eu lieu. Nous ne pouvons, là encore, qu'être satisfaits des résultats des candidats et je salue tout particulièrement ici la victoire de Maurice Janetti, dans le Var, qui nous permet de retrouver un siège de député dans un département où nous n'en avions plus depuis 1988.

En ce qui concerne la série des élections cantonales partielles, une douzaine au total, le constat est positif pour la gauche en général et pour le Parti socialiste qui enregistre un gain de trois sièges (Hauts-de-Seine, Seine-Maritime et Guadeloupe). Ces résultats confirment la justesse de nos comportements politiques et de nos choix stratégiques. A cela il convient d'ajouter le succès, avec le soutien du parti, du candidat vert, Gilles Buna, dans le 1er arrondissement de Lyon. Ce qui valide notre stratégie de rassemblement. Face aux manipulations politiciennes du Front national, aux déclarations scandaleuses du secrétaire général du RPR, le secrétaire aux Elections a confirmé à cette occasion, dans un communiqué, la position du parti par rapport au Front national. Notre objectif reste de combattre son idéologie et ses thèses et, par là-même, de réduire son influence et son implantation dans notre pays.»

Réunion nationale des secrétaires de section

La démocrati

Heu-reux. Les neuf cents secrétaires de section, rassemblés à la Mutualité le 12 mai, ont écouté sagement Lionel Jospin affirmer "l'importance que la direction nationale accorde à ceux qui animent les cellules de base" et lancer : "Vous êtes la figure vivante du parti. Merci d'être là. Courage." Ils sont heureux... mais ils ont mille questions dans la tête et plein de choses à dire.

Et ils les disent dès la première table ronde sur la démocratie politique. Jean-Marc Ayrault affirmant : "Il faut dire ce que nous voulons faire et se donner les moyens de faire ce que nous disons", le premier intervenant, un secrétaire de section de l'Aude demande pourquoi "on n'a pas renationalisé TFI alors que c'était dans notre programme." Le rapporteur répond que, justement, il ne veut pas se retrouver comme en 1988. Ségolène Royal préconise "un contrat de confiance. Pour que les Français se disent : "cette fois, les socialistes feront tout ce qu'ils disent."

Le cumul des mandats

La commission chargée de préparer les débats préconise d'abaisser la durée des mandats à cinq ans, d'interdire le cumul entre un mandat de parlementaire français et européen, de parlementaire avec un mandat exécutif local. "Ce n'est pas une question de nombre mais une question de logique."

La question agite la salle. Le deuxième intervenant, responsable de Toulouse-XII, précise que "les militants attendent le renouvellement des cadres et des élus politiques. Dans ma section, cela passe par le non-cumul des mandats." Un militant du Nord va dans le même sens. En revanche, un autre, de la Sarthe, ne voit pas d'impossibilité entre mandat national et mandat local. Pour Jack Lang, le problème ne se pose pas seulement en termes de cumul des mandats -quoique "le PS s'honorerait de dire que désormais chaque élu se consacrerait exclusivement à la mission pour laquelle il a été élu"-, mais aussi de cumul des fonctions. Il a lui-même eu le sentiment d'être déchiré entre ses responsabilités de ministre et de maire.



Le statut de l'élu

Le statut de l'élu fait, lui aussi, recette. Une maire-adjointe d'une ville de 16 000 habitants le demande "absolument". Le responsable de Paris-XIV approuve, même s'il remarque que "certains pensent qu'ils sont élus à vie et que parler de leur rémunération passe mal", il reconnaît que les élus locaux "doivent avoir une certaine rémunération et la possibilité de retrouver leur emploi dans la vie civile." Jean-Marc Ayrault et Ségolène Royal font observer que "le statut de l'élu n'est pas populaire. Mais c'est une question de principe."

La citoyenneté

"Ce n'est pas tant la citoyenneté qui est en cause, affirme Martine Aubry en introduisant la table ronde sur la démocratie citoyenne, que la représentation du politique". Elle propose de revenir à la tradition du sol et d'abroger les lois Méhaignerie-Pasqua, de prévoir le vote des immigrés aux municipales, de revoir la notion de laïcité en enseignant, entre autres, à l'école la culture et l'histoire des religions. Pour que les citoyens participent plus à la vie locale, elle préconise le développement des commissions extra-municipales, des conseils de

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS (extraits)

"En un an, nous aurons en fin de compte abordé et apporté des réponses aux trois crises de la société contemporaine : la crise nationale, autour de l'idée républicaine face à la mondialisation et pour l'Europe ; demain nous aborderons la crise sociale, autour de la justice et de la nouvelle redistribution ; enfin, aujourd'hui, nous traitons de la crise citoyenne, autour de la Défense et de l'élargissement de la démocratie. (...) L'originalité de notre démarche réside dans le double mouvement de rassemblement dans et par le débat au sein des socialistes, mais aussi dans la transparence vis-à-vis des autres partenaires ou des citoyens. (...) Je crois qu'il y a émergence aujourd'hui d'une gauche associative avec laquelle nous devons engager un vrai dialogue. Il n'y aura pas de gauche politique et de gauche associative. C'est pour travailler à cela que nous nous réunirons lors des Assises citoyennes, le 1er juin 1996."

LES SECRÉTAIRES DE SECTION, réunis à Paris le 12 mai, réaffirment leur attachement à une même justice pour tous et, à cette occasion, manifestent leur sympathie et leur soutien à Henri Emmanuelli, injustement condamné pour avoir exercé des fonctions de trésorier au nom de tous les socialistes.

e à l'honneur



jeunes, de conseils de quartiers dans les villes de plus de 10.000 habitants, de conseils économiques et sociaux dans les grandes villes. Elle note, en outre, que le référendum d'initiative populaire peut être dangereux.

Pour une militante de l'Orne, la démocratie "ne peut marcher que si l'élu local a le temps de se consacrer à son mandat." Elle demande "de lister l'ensemble des cumuls possibles, de répondre si c'est oui ou non, et de se les appliquer dès maintenant à soi-même avant même que la loi n'intervienne." Un militant d'un canton rural de Moselle s'insurge contre le seuil de 3 500 habitants : "Pourquoi mettre un seuil au mode de scrutin qui doit être le même pour tous, même dans les petits villages ?" Le secrétaire d'une section du Puy-de-Dôme affirme qu'il faut poser aussi la question de la démocratie dans la police et l'armée.

Le référendum d'initiative populaire

Un militant des Ardennes aborde la question du référendum d'initiative populaire. L'étendre serait "une erreur" d'après un militant de Firminy. Jack Lang intervient sur la question : "Certaines réformes que nous voulons voir réalisées, ne se ferons que grâce à l'article 11."

Pour Harlem Désir, qui introduit la troisième table ronde sur la démocratie sociale, le lien étroit entre l'idéal républicain et la conquête de la justice sociale est remis en cause. Aussi lance-t-il le débat dans trois directions : le renforcement des moyens d'intervention de l'État dans la vie économique, la défense et la promotion d'une sécurité sociale de haut niveau, la construction enfin de nouveaux rapports sociaux avec des corps intermédiaires forts. Pour Claude Bartolone, la priorité est à la réduction du temps de travail.

La réduction du temps de travail

C'est celle-ci qui concentre la plupart des interventions. D'après la secrétaire de la sec- ▶

JEAN-PIERRE BEL
(extraits)

"Le PS est présent sur le terrain, en contact avec les hommes et les femmes de ce pays. Il anime un vaste débat, avec le souci de ne rien promettre qu'il ne puisse tenir. Vous avez la charge quotidienne d'incarner le Parti socialiste. A un moment où l'image prime sur le fond, où le médiatique et l'anecdotique l'emportent sur le travail militant, votre tâche est indispensable et ingrate. La direction nationale a la volonté de prendre en compte vos difficultés, d'être à votre écoute et de vous répondre. Vous ne manquez pas de grain à moudre. Demain, tout est possible, mais le chantier est immense. Au travail."

LIONEL JOSPIN
(extraits)

"Le bilan de notre action est satisfaisant, même si de nouveaux progrès restent à faire. Le PS s'est remis au travail. Rue de Solferino, commissions, rencontres, réunions se sont multipliées pour élaborer dans tous les domaines la nouvelle réflexion du parti. Un mouvement de va-et-vient commence à relier les fédérations et la direction nationale. Les bureaux des fédérations dialoguent avec Jean-Pierre Bel et le Premier secrétaire. Certains secrétaires nationaux vont sur le terrain. Une première réunion nationale a eu lieu à Nice.

L'image de notre formation s'est redressée dans l'opinion publique. Lors des législatives partielles, nous avons regagné sept sièges de député. L'expression de nos leaders est cohérente. Nous devons maintenant franchir une nouvelle étape : que la réflexion descende pour irriguer les fédérations, les régions, la vie du parti.

L'échec du gouvernement nous charge d'une responsabilité plus grande. L'opinion publique a le sentiment d'être flouée, trompée. Ce sentiment pourrait nourrir un courant d'extrême droite qui essaie de socialiser son discours. Une partie de la majorité, anticipant les triangulaires du deuxième tour, s'efforce de lancer des ponts vers elle : les rapports sur l'immigration clandestine, sur la fraude -non celle des puissants mais celle des petits, des exclus- participent de cet état d'esprit.

Nous devons poser notre candidature à l'alternance, nous opposer sans concession à la majorité actuelle et au pouvoir en place, combattre les thèses et les pratiques de l'extrême droite. Nous devons, surtout, poursuivre notre réflexion collective, mener à terme les trois grands débats que nous avons organisés sur la France et l'Europe face à la mondialisation, les acteurs de la démocratie, la justice sociale et la redistribution.

Nous élaborerons en 1997 notre programme et le contrat que nous proposeront aux Français. Nous désignerons nos candidats : à cet égard, il nous faudra beaucoup plus de candidatures féminines, et de femmes élues.

Cette élaboration ne doit pas se faire en vase clos. Nous avons renoué le dialogue avec les autres forces de progrès lors des Assises, du colloque sur la mondialisation. Ce dialogue s'est prolongé à Bercy avec d'autres responsables de gauche. Le 1er juin, les assises décentralisées noueront le dialogue avec tous les Français. Je compte beaucoup sur vous pour que cette forme d'organisation, la plus grande assemblée citoyenne jamais réunie le même jour en France, soit un succès.

Vous êtes la figure vivante du parti. Merci d'être là. Courage.

tion du XVIIe arrondissement de Paris, les modalités d'application ne peuvent se limiter à la semaine de quatre jours : les négociations par branche ne marchent pas, il manque une loi cadre. Irène, de Bourges, se méfie d'une flexibilité où l'amplitude de la journée de travail est trop longue. En réponse, Claude Bartolone qualifie la réduction du temps de travail "d'immense ambition", mais "il n'existe pas de modèle que nous livrerions clés en main", le débat doit être encadré par la loi. Harlem Désir s'interroge sur l'accord intervenu dans la métallurgie ; dans quelle mesure un accord signé par une organisation minoritaire peut-il s'imposer ?

JACK LANG
(extraits)

"Notre histoire se confond avec le combat pour la liberté. Dans cette lutte constante de la gauche, le PS a apporté son originalité : pas de socialisme sans liberté, pas de liberté vraie sans progression de la justice sociale. Ce combat pour la liberté n'est pas seulement un combat d'hier, c'est aussi un combat vital pour demain. La démocratie, aujourd'hui, est en crise. Jamais elle n'a semblé être aussi largement répandue dans le monde, malgré des imperfections. Jamais, ou rarement, elle n'est apparue aussi fragile. On observe un divorce entre ceux qui gouvernent et l'ensemble du pays. Le pouvoir sur les gouvernants paraît échapper aux citoyens. Cette situation est aggravée par trois phénomènes qui constituent "l'exception française" : l'hypertrophie de l'exécutif, le recrutement des élites, la faiblesse des contre-pouvoirs.

Pour réduire cette fracture, il faut faire franchir à la démocratie une étape nouvelle. Le pouvoir est lointain : rapprochons-le en voyant comment assurer la protection des citoyens contre l'arbitraire du pouvoir, et comment assurer le contrôle des pouvoirs par les citoyens."

Les chômeurs et les exclus

D'autres militants se préoccupent du sort des chômeurs et des exclus. Certains demandent le retour de l'autorisation administrative de licenciement. L'un d'entre eux demande combien il y avait de chômeurs dans la commission qui a préparé les débats. Harlem Désir réplique qu'il a été lui-même chômeur et que tout chômeur est un ancien et un futur salarié. Le secrétaire de la section de Lyon-2, qui s'occupe d'une permanence-emploi observe que les hospices civils et l'université de sa ville embauchent des CES et ne s'en occupent pas : "Ils sont en plus mauvaise posture à la sortie du CES qu'au départ." Une conseillère municipale de Perpignan évoque les difficultés de communication avec les exclus : "On peut dialoguer avec les organisations syndicales. Nous travaillons avec eux. Avec la population en déshérence, éparpillée, c'est beaucoup plus difficile." Un militant de Bergerac plaide pour "le droit à la santé pour tous, un des principaux enjeux sociaux" : il demande la possibilité pour chaque citoyen de conserver le droit de se soigner quelles que soient les circonstances. Claude Bartolone répond que les socialistes réclament l'instauration d'une couverture universelle pour toute personne résidant sur le territoire français. A un militant qui pose une question sur la famille, il rappelle que le PS a pris position contre la fiscalisation des allocations familiales.

En introduction au débat sur la démocratie locale, Jean-Pierre Bel énumère "les acquis impressionnants" de la décentralisation pour constater qu'elle est aujourd'hui en butte à plusieurs blocages. Il fait des propositions pour que l'on organise la démocratie locale au plus près des habitants par la création ou le développement d'instances consultatives, comme les conseils municipaux d'enfants et les commissions extra-municipales dans les communes, de comités de quartiers dans les villes, de comités économiques et sociaux au niveau du département.

Décentralisation et démocratie locale

Les demandes d'intervention sont nombreuses sur le sujet. Un militant d'Ile-de-France s'interroge d'emblée : "Sommes-nous en capacité de procéder à une nouvelle étape de la décentralisation ?" Réaliste, il ne demande pas obligatoirement une réponse "toute faite et définitive." Christian, de Paris-XII, souhaite "une charte de la démocratie locale". Pour Jean, du Rhône, "on doit donner aux acteurs les moyens de ne pas subir" : les conseils de quartier doivent avoir un budget et la capacité d'intervention au conseil municipal lorsque le quartier est concerné, les conseils d'habitants ou de locataires doivent pouvoir intervenir sur les charges. Le secrétaire de section de Maison-Alfort suggère que l'on "institutionnalise l'expression de l'opposition dans le bulletin municipal". Agnès, du Val-de-Marne, s'insurge, on n'a pas parlé des personnes âgées : il faudrait créer des conseils des sages. Et les femmes ? "Quand on parle de quotas des femmes, je pense aux quotas laitiers." Sous le choc de la formule, un frémissement saisit l'assistance. Face à ce déluge, le rapporteur du débat rappelle qu'il faut "faire vivre la démocratie locale autour de la légitimité du conseil municipal : nous ne demandons pas la suppression de la commune ni son atomisation en plusieurs comités de quartiers."

La probité

Un militant de Joué-les-Tours remercie les rapporteurs "d'avoir abordé les problèmes de probité" et demande la mise en place d'une commission de déontologie. Jean-Pierre Bel répond que les socialistes n'ont "aucune gêne à condamner les exemples regrettables, mais il ne faut pas faire d'amalgame : les cas sont peu nombreux."

Dossier réalisé par Monique Grima

Secteur Communication

Des moyens renforcés

Dans un cadre budgétaire contraint, le Secrétariat national à la Communication met à la disposition des Fédérations un tract, au moins une fois par trimestre, selon une formule déjà connue.

Ce fut le cas avec la campagne d'adhésion "Avec Lionel Jospin, pour préparer l'avenir, rejoignez le Parti socialiste", en janvier.

Cette fois-ci, nous vous proposons un quatre pages "Un an de présidence Chirac : la grande désillusion des Français", disponible cette fin de semaine.

Distribué à plusieurs millions d'exemplaires, il marque notre opposition résolue à une politique injuste et inefficace, menée par une droite et un pouvoir qui battent des records d'impopularité. Je ne doute pas qu'il sera distribué partout.

Par ailleurs, mon secteur, par l'intermédiaire de "Vendredi" notamment, continuera régulièrement à proposer des projets de tracts ou d'argumentaires que les fédérations ou les sections peuvent reproduire en fonction de la demande des militants.

Un projet de tract sur la défense des services publics est en préparation.

La semaine prochaine, vous aurez également un 4 pages qui résumera nos positions issues de notre Convention "Mondialisation, Europe, France". A chaque fédération d'en faire le meilleur usage possible et de montrer, comme l'a souhaité Lionel Jospin, lors du dernier Conseil national, une plus forte présence sur le terrain.

Manuel Valls
Secrétaire national à la Communication

DIDIER MIGAUD, DÉPUTÉ DE L'ISÈRE :

"Réforme fiscale ? Encore plus d'injustices !"

Le 9 avril dernier, Alain Juppé a annoncé un projet de loi d'orientation fiscale qui s'inscrirait dans la logique des promesses du candidat Chirac de baisser l'impôt. Cette annonce vous paraît-elle crédible ?

Non. Jamais les prélèvements, impôts ou taxes, n'ont été aussi élevés qu'aujourd'hui. 1996 marquera un record historique en ce domaine. C'est le président Chirac qui l'établit. C'est dire si on est loin de la promesse du candidat Chirac de baisser l'impôt. A moins qu'il ne faille comprendre «baisser l'impôt pour les plus aisés des Français !» Quelques allégements ont été décidés depuis quelques mois, mais ils vont tous dans le même sens. Ils sont totalement contraires à l'objectif de réduction des inégalités. D'un côté la TVA a été augmentée, le RDS a été créé pour au moins 13 ans ; de l'autre, les hauts revenus ont à leur disposition de nouvelles «niches fiscales» pour réduire leur imposition.

Comment interprétez-vous l'accumulation des allégements et dérogations mises en place par le gouvernement ?

Dans le domaine des promesses faites aux entreprises, ou plus exactement à leurs patrons ou dirigeants, ou aux détenteurs des plus hauts revenus, le gouvernement va de l'avant et met le paquet.

Ainsi, à titre d'exemple, le projet de loi DDOEF (diverses dispositions d'ordre économique et financier), récemment adopté, présente plusieurs dispositions qui vont encore aggraver l'injustice fiscale : extension de la loi Pons défiscalisant les investissements dans les DOM, réduction des droits de transmission pour la donation de patrimoine professionnel ou non, extension des exonérations des plus values de SICAV monétaires, déduction du revenu imposable pour l'amortissement des logements destinés à être loués... Ceci au moment où de plus en plus de patrons expliquent que les 150 milliards alloués ces trois dernières années aux entreprises n'ont pratiquement eu aucun effet sur l'emploi. Au moment également où des rapports commandés par le gouvernement lui-même établissent que les inégalités s'accroissent en matière fiscale. Ces réductions et allégements d'impôts multipliés ont pour principal effet de permettre aux plus aisés des Français d'échapper à l'impôt sur le revenu. Il est à craindre que la «réforme fiscale» n'augmente le nombre de contribuables et permette parallèlement l'allégement de l'impôt de ceux qui pourtant ont plus de raisons d'en payer.

Quelles sont selon vous les conséquences de cette politique fiscale ?

Encore plus d'injustice ! A nous socialistes de faire, d'ici 1998, des propositions radicalement différentes. Il est tout à fait anormal et injuste que les revenus tirés de l'activité soient beaucoup plus taxés que ceux tirés de la rémunération d'un capital. Sur cette question comme sur celle de l'emploi, les attentes de nos concitoyens sont fortes. A nous de ne pas les décevoir.

Comment réagissez-vous au débat d'orientation budgétaire qui vient d'avoir lieu à l'Assemblée nationale ?

Un débat d'orientation budgétaire est excellent mais on peut douter de son utilité. Ne s'agirait-il pas plutôt d'un alibi ? Car parler de l'avenir permet au gouvernement et à sa majorité de ne pas parler du présent et de l'année qui vient de s'écouler. Le rapport sur la situation des finances publiques constitue le plus bel aveu fait par la droite : l'an passé, elle a trompé les Français et s'est trompée dans sa politique. Le chômage a continué de s'aggraver, le pouvoir d'achat a régressé ; les impôts et taxes n'ont jamais été aussi élevés. Dans ces conditions, comment les ministres peuvent-ils parler sérieusement de réduction des impôts ? M. Juppé affirme vouloir réduire les dépenses de 60 milliards et le déficit de 40. Cela signifie-t-il que les impôts vont diminuer de 20 milliards ? Si tel est le cas, précisons que le gouvernement a déjà allégé les impôts des plus hauts revenus de 15 milliards, il y a quelques semaines ... !

Victor Robert

FRÉDÉRIQUE BREDIN, DÉPUTÉ DE SEINE-MARITIME

Jacques Toubon ne livre pas les secrets de la «cassette»



"La politique de logement social menée par le gouvernement prend un nouveau visage quand on voit l'intérêt très particulier que le RPR a porté à la rénovation des HLM de la ville de Paris. Il serait particulièrement choquant que cette opération ait donné lieu à des financements occultes, puisque ceux-ci seraient intervenus après 1990, soit après l'adoption par le Parlement d'une loi sur la transparence du financement des partis politiques. La justice suisse vient de transmettre le résultat de ses investigations par voie diplomatique et nous souhaiterions que le Premier ministre, Alain Juppé, nous éclaire sur cette affaire. Mais sans doute avez-vous remarqué, Monsieur le Président, que le Premier ministre, n'ayant que peu de goût pour le débat démocratique, ne répondait jamais aux questions d'actualité posées par l'opposition."

Commentaire :
A son habitude, Jacques Toubon n'a répondu aux faits soulevés par le groupe socialiste que par l'invective et la hargne. Quand il daigne évoquer les affaires en question, ses dénégations, ses démentis, et ses déclarations sur sa neutralité ne convainquent personne.

CLAUDE ESTIER, SÉNATEUR DE PARIS, À M. LE PREMIER MINISTRE.



"Le mardi 14 mai, à l'Assemblée nationale, vous avez prononcé une phrase que même vos propres amis ont jugée malheureuse en affirmant qu'il faut, je vous cite, «préférer une fonction publique moins nombreuse mais plus efficace à une fonction publique qui fait de la mauvaise graisse».

Certains ont vu là un dérapage verbal mais je vous sais trop maître de vous et de votre discours pour ne pas penser que cette affirmation correspond bien au fond de votre pensée.

Vous êtes aux prises avec des difficultés budgétaires considérables. Vous êtes à la recherche d'économies et, comme par hasard, vous mettez en cause la Fonction publique qui coûterait trop cher à l'État. Et au passage, vous accusez les gouvernements socialistes de l'avoir fait gonfler exagérément, ce qui est faux puisque vous savez bien qu'entre 1988 et 1993 c'est essentiellement dans l'Education nationale, et à un moindre degré dans la police, qu'ont été créés des postes. Est-ce dans ces secteurs que vous voulez en supprimer ? Si oui, il faudrait le dire clairement.

En réalité, vous portez une accusation grave qui ne facilite certainement pas la tâche de ceux de vos ministres engagés dans des négociations avec les syndicats et, de plus, une accusation en l'air puisque vous ne savez pas quelles économies vous pouvez attendre d'une éventuelle réduction des effectifs des fonctionnaires. On nous dit que votre préférence va à la suppression de 10.000 postes par an pendant trois ans, ce qui ne représenterait qu'une économie de trois ou quatre milliards au total mais avec le risque de provoquer la fermeture d'un certain nombre de services publics."

"Les acteurs de la démocratie" sur Internet

Le débat que nous ouvrons sur Internet participe de la même démarche que les Assises citoyennes.

Une Assise ouverte aux citoyens, où qu'ils soient, en France ou dans le monde (pour les expatriés). Jour et nuit. Du 10 mai au 30 juin. Ce sera, à notre connaissance, la première "conférence en ligne" organisée en France par une formation politique (1).

Description du site Acteurs de la Démocratie

Pendant la campagne présidentielle, le site Jospin sur Internet avait rencontré un certain écho. Les gens pouvaient consulter des informations et poser des questions.

Ici, la démarche est différente : ce site Internet est orienté vers la discussion collective. Autour de textes.

L'organisation du débat sur Internet épouse les étapes du débat interne (2).

- Dans un premier temps, nous soumettons aux participants des questions. Le débat est structuré autour des quatre thèmes de notre débat interne.
- Dans un second temps, nous soumettrons aux participants nos analyses et propositions.

Ce que nous en attendons

- 200/300 000 personnes sont connectées en France à Internet (chercheurs, enseignants, informaticiens, ingénieurs, étudiants). Nous émettons un signal en direction de cette population majoritairement jeune, "socio-techniquement" pionnière.
- Internet est ancrée dans une culture de l'échange et de la coopération : l'information pour tous. Suspicion face à l'État, hypersensibilité à la liberté d'expression, foi dans la technologie : la culture Internet combine des aspects libertaires et libéraux. Compte tenu de leurs tropismes techniques et culturels, les "internautes" vont attirer notre attention sur des sujets que nous n'aurions pas abordés spontanément.
- C'est surtout, pour nous, une expérience.

Nous allons apprendre : comment tirer parti de cette nouvelle génération de réseaux ? Un média de diffusion, un peu plus interactif que les autres ? Ou bien un outil qui ouvre la voie à d'autres modes de délibération et de fonctionnement ?

Comment faire si l'on n'est pas connecté à Internet ?

Nombre de militants socialistes auront à cœur de prendre part à l'expérience.

S'ils ne sont pas abonnés à Internet, ils pourront le faire à travers un "Cybercafé" : il y en a une centaine en France. Ils pourront aussi nous adresser une contribution écrite qui sera mise en circulation.

Contenu du site

Dans les cinq espaces de discussion, les participants pourront :

- réagir aux contributions,
- proposer leur propre contribution,
- consulter les documents de référence que nous avons retenus pour nourrir le débat,
- contribuer au débat en nous adressant d'autres textes de référence.

Animation

Une équipe "modérera" les débats. Les textes qui nous parviendront ne seront pas automatiquement mis en circulation ; ils seront préalablement validés.

Synthèse

Cette équipe fera le point périodiquement sur les lignes de force du débat : les consensus (s'il s'en dégage), les questions vives, les controverses. Ces synthèses, destinées à nourrir notre débat interne, seront mises en circulation.

MODE D'EMPLOI

ADRESSE
Les gens devront composer sur leur clavier :
http://www.inforoute.cgs.fr/democratie/ (ils pourront aussi retrouver "Acteurs de la démocratie" sur les "moteurs de recherche" en composant les mots-clés : débat, démocratie, Parti Socialiste, France).

PAGE D'ACCUEIL
Les participants choisissent l'un des cinq thèmes en discussion. Ils peuvent aussi (pour en savoir plus) prendre connaissance du contexte dans lequel s'inscrit cette "conférence en ligne", s'informer sur les Assises citoyennes (lieu, heure, programme), déposer un message à Jack Lang et aux animateurs, consulter des Matériaux pour le débat ("Acteurs pour la démocratie", "Mondialisation, Europe, France", La Constitution).

ESPACE DE DISCUSSION
Les contributions apparaissent en ordre chronologique inverse.
En cliquant sur le titre d'une contribution, celle-ci s'affiche.
En cliquant sur le "bouton", on peut répondre à cette contribution.
On peut aussi verser sa propre contribution,
afin que d'autres y répondent.
En d'autres termes, on pourra soit répondre (contribution de niveau 2), soit prendre l'initiative de soumettre un nouveau thème de débat (contribution de niveau 1).

La liste des cybercafés est disponible à l'adresse suivante : http://www.quelm.fr/CSphere/Cafes.html

Vous pouvez également vous procurer les coordonnées des cybercafés et autres lieux d'accès au réseau Internet auprès de : Solange Fortuné (1) 45.56.77.87.

(1) Le Front national diffuse des pages d'information.
(2) Nous avons rajouté un 5e thème, "Démocratie, Internet et nouvelles t echnologies" afin de prendre en compte les pôles d'intérêt des "internautes".

Pour préparer l'avenir, rejoignez le Parti socialiste

Nom et prénom : ..... **Adresse :** .....

..... **Code postal :** .....

❒ **Je souhaite prendre contact avec les socialistes** ❒ **je désire adhérer au Parti socialiste**

❒ **Je verse** ..... **francs pour soutenir l'action du PS***

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07 **(*chèque à l'ordre de AFPS)**



Le défi alsacien

C'est aux portes de l'Allemagne, dans le parc du Rhin de Strasbourg, que le Secrétariat national à la Formation, organisait il y a quelques semaines, avec le concours des fédérations et des unions régionales de la région Alsace, le dixième stage de formation destiné aux nouveaux adhérents et aux secrétaires de section.

"Il y a beaucoup de visages que je n'ai jamais vus, c'est plutôt rassurant", commente Alain Bergounioux, le grand ordonnateur de cette journée. A plus d'un titre, cette rencontre entre la direction et les militants alsaciens est importante. La montée constante du Front national et la crise économique à l'Est imposent un bilan politique du socialisme en Alsace. En ce début de matinée froid et brumeux, le secrétaire national à la Formation, accueilli par Jean-Claude Petitdemange, le premier fédéral du Bas-Rhin, propose aux nombreux stagiaires, après un rapide discours d'ouverture, une synthèse en images du bilan des derniers gouvernements socialistes. Une occasion de revoir et d'écouter les personnalités de la gauche des années 80, dont les propos peuvent être résumés par une simple formule : "Tout ce qu'on n'a pas fait hier, il faudra le faire demain." Mais le regard et surtout les interrogations des nouvelles troupes sont tournés vers l'avenir. Alain Bergounioux lance à peine le débat que déjà les questions fusent. On s'interroge essentiellement sur le manque de collaboration des sections à la politique générale du parti. "Au PS, un adhérent a des avantages : il a des vrais choix politiques à faire au moment des congrès et des conventions, de la composition des listes électorales... Nous ne sommes pas devant des dirigeants tout-puissants", se défend le secrétaire national avant d'avouer "qu'il faut aller quand même vers une plus grande décentralisation du parti, notamment dans la mise en place des programmes et des sections thématiques."

A quand une carte du Parti socialiste européen ?

Les propositions affluent, particulièrement sur l'Europe : Pourquoi parle-t-on si peu des relations internationales entres les partis ? Pourquoi ne pas créer une carte du Parti socialiste européen ? A quoi Alain Bergounioux répond : "Nous concourons avant tout à des élections nationales et si nous avons tous des valeurs communes, les partis varient en fonction de la situation de chaque pays... Ne rêvons pas à une fusion des partis mais misons déjà sur le groupe PS au Parlement européen, rencontrons-nous plus et mieux, jumelons les universités d'été..." Mais c'est au plan régional que les incertitudes demeurent. Certains militants semblent découragés, d'autres attendent davantage de moyens et de temps de la part de leurs élus. Après avoir exposé les "perspectives du socialisme en Alsace", Gilbert Estève, conseiller général et régional, maire de Sélestat, remotive les troupes : "Il ne faut pas attendre que l'on vous appelle, prenez-vous en main, venez nous voir avec des projets et des ambitions et nous vous aiderons." Et Alain Bergounioux d'ajouter : "Faire de la politique, ça permet de rester jeune..." Des jeunes sur lesquels François Hollande, venu spécialement de Paris via Marseille pour mener le dernier débat de la journée sur "les acteurs sociaux et la démocratie", compte pour replanter à l'Est le drapeau républicain des forces de progrès.

Victor Robert

La conquête de l'Est

Depuis 1986, l'Alsace connaît une mobilité croissante des forces politiques :

Premier tour (23 avril 1995)

- **L'extrême droite recueille 25,4% des voix en Alsace contre 15,15% sur le plan national. Il réalise son meilleur score dans les deux départements alsaciens et arrive en tête dans la moitié des cantons alsaciens (39) dont 24 situés dans le Bas-Rhin.**
- **Lionel Jospin, avec 16,87%, perd 12 points (plus de 100 000 voix)**
- **Jacques Chirac, avec 16,67%, reste stable par rapport à 1988.**
- **Le Parti communiste devient totalement marginal avec des scores électoraux de deux à quatre pour cent (1,7% en 1986).**

Les forces socialistes

C'est à partir de la réélection de Mitterrand, en 1988, qu'apparaît un renouveau de l'électorat socialiste grâce à l'arrivée d'une nouvelle génération d'hommes politiques (Jean-Pierre Baeumler, Gilbert Estève et Catherine Trautmann à Srasbourg).

En Alsace, on distingue deux périodes :

- **Un recul des positions de gauche de 1945 à 1965, puis, à partir de 1977, une lente poussée qui culmine en 1989 et qui se consolide en 1995. Mais le courant socialiste demeure bas et inférieur partout à 20% sauf à Strasbourg, Mulhouse, Schiltigheim et dans les deux cantons de Guebwiller et de Soultz.**
- **Au second tour, en 1995, Lionel Jospin totalise 7 points de moins que François Mitterrand en 1988 tout en gagnant 120 000 voix par rapport au premier tour. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : l'Est de la France reste à conquérir et c'est sur les mairies remportées par les élus socialistes ces dernières années (notamment dans la région de Mulhouse) que la gauche devra s'appuyer pour consolider son noyau électoral et améliorer encore en 1998 les scores encourageants des trois dernières élections législatives.**

La formation dans les régions

Ma conviction, depuis la définition d'un plan formation à la fin de l'année dernière, est que la notion de formation est largement à repenser. Il est, bien sûr, utile de produire des brochures diffusées dans les fédérations et nous le faisons. Il est tout aussi nécessaire d'avoir des stages nationaux pour les cadres du parti. Mais le plus important aujourd'hui est sans doute de privilégier une formation à l'analyse politique pour tous les militants. Nous avons besoin d'assurer, et parfois de retrouver, des repères communs. Ils ne peuvent que se forger dans la réflexion et la discussion communes. Plus cette formation interactive, ouverte au débat, est décentralisée, meilleure elle est. L'idéal, évidemment, serait de pouvoir la mettre en œuvre dans chaque département. Pour le moment, nous menons une série de stages régionaux. Le dixième vient de se tenir à Strasbourg pour la région Alsace. La condition du succès est de travailler en parfaite harmonie avec les fédérations pour qu'aux thèmes nationaux puisse s'adjoindre un thème régional (le plus souvent les problèmes et les perspectives du Parti socialiste dans la région). Jusqu'à présent, cela a toujours été le cas. Evidemment, pour que cela ne demeure pas l'affaire d'une journée, c'est ensuite aux fédérations d'aller plus loin dans la décentralisation en privilégiant le niveau des sections.

Alain Bergounioux
Secrétaire national à la Formation

L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS SCOLAIRE

Vivre et étudier autrement



A l'occasion de la sortie de son livre (1), écrit en collaboration avec François Testu, sur les rythmes scolaires, Georges Fotinos, inspecteur d'académie, chargé de mission d'inspection générale, s'entretient avec Jean Glavany, député des Hautes-Pyrénées et ancien Secrétaire d'État à l'enseignement technique.

Jean Glavany : Ce livre vient à temps dans le débat sur les rythmes scolaires réactivé fortement par le président de la République. Je ne conteste pas qu'il prône la nécessité d'engager cette réforme. Toutefois il me semble que sa présentation des choses et la méthode employée sont inadaptées.
Mais d'abord une question. Des expériences de réforme des rythmes scolaires organisées sous l'égide de l'Education nationale par les circulaires Chevènement-Calmat et Jospin-Bambuck ont pris de l'ampleur ces dernières années. Peut-on mesurer leur importance dans le système éducatif ?

Georges Fotinos : Ce n'est qu'après 1980 que l'on s'est préoccupé d'aménager la charge de travail scolaire journalière et hebdomadaire de l'enfant. Et ce n'est qu'en 1989 que cette conception éducative est reconnue véritablement par la loi d'orientation de Lionel Jospin qui précise :
- la nécessité d'une alternance régulière de périodes de travail et de repos et d'une autre organisation de la journée scolaire ;
- le développement de la pratique des activités sportives et artistiques. 2.500.000 enfants bénéficient actuellement d'une organisation qui modifie plus ou moins bien le rythme traditionnel.

J. G. : Ce qui frappe dans ton livre c'est qu'il revient à l'essentiel : l'intérêt de l'enfant. La réforme des rythmes scolaires est indispensable pour enseigner mieux. Peux-tu nous expliquer pourquoi ?

G. F. : L'objectif prioritaire de l'Éducation nationale est d'améliorer le «rendement du système», de diminuer le nombre d'enfants en échec scolaire. D'une part, cet aménagement offre à l'enfant une riche palette de possibilités d'expressions personnelles, d'autre part, il nécessite de la part des enseignants d'adapter les méthodes et leur pratique. A noter, et on oublie souvent de le dire, que si cet aménagement est construit pour l'enfant, il bénéficie aussi aux enseignants. D'ailleurs aucun enseignant n'a souhaité revenir au système antérieur (malgré la diminution de leurs jours de vacances).

J. G. : Tout le monde se fixe sur la question de la semaine de 4 jours. De mon point de vue, c'est une mauvaise manière d'aborder ce problème : les journées sont déjà trop lourdes pour les enfants et il faudrait concentrer la semaine sur moins de jours encore ! Quel est ton avis ?

G. F. : La semaine de 4 jours est une des conséquences de la souplesse introduite par le législateur en 1991 (pour mémoire, 4 jours de classe de 6 heures chacun et une récupération moyenne de 12 jours sur les vacances). Dans la plupart des cas, c'est plus une décision de l'inspecteur d'académie qu'un projet réellement pensé par les écoles. C'est plus un projet centré sur les rythmes de vie des adultes que sur ceux des enfants. Les conséquences sont, pour une certaine catégorie d'enfants, une accentuation de la fatigue et une aggravation de l'inégalité socio-culturelle très propice, sur des sites «sensibles», à l'accentuation du désœuvrement et au développement de la délinquance. L'organisation sur 5 jours «allégés» et une année allongée paraît beaucoup plus «rentable».

J. G. : Evidemment, ne nous masquons pas la vérité. Tout projet de développement de cette politique est coûteux et ne peut s'inscrire que dans une nouvelle priorité politique pour l'éducation. Sinon ce sera un transfert de charges vers les collectivités locales et une croissance des inégalités entre les enfants selon les communes. Quelles conséquences peut avoir un véritable projet global ?

G. F. : La question des rythmes scolaires est devenue un enjeu national susceptible de modifier la vie quotidienne des Français. Cet enjeu se situe tant sur le plan budgétaire, de la formation et du recrutement des personnels enseignants et d'animation, des modifications des rythmes de vie des Français, que sur le plan économique et social. A titre d'exemple, certains experts n'affirment-ils pas que la généralisation de la «semaine de 5 jours» pour les écoles primaires et maternelles serait créatrice de 200.000 à 250.000 emplois nouveaux (100.000 de plus si les collèges et les lycées sont concernés). Pour ce faire, il faut des moyens fortement accrus de l'État. Cette politique peut amener les français du XXIe siècle à vivre et à travailler autrement.

Propos recueillis par Victor Robert

«Aménager le temps scolaire»
Editions Hachette Education
287 p. 185 F.

De toi à moi

Vends Pointe-à-Pitre, «Les Terrasses de la Loge» -résidentiel- proximité CHRU, appt. 2/3 pièces + 3 loggias, rez-de-chaussée. Prix à débattre.
Tél. : 19 (590) 99 03 49 (HR).

06 - Roquefort-les-Pins (arrière-pays niçois), loue maison, 6 pers, confort, grand terrain, calme, 20mn de la plage, golfs, commerces à proximité. 1ère quinzaine de juillet : 5000 F. 2e quinzaine d'août : 5000 F. Juin et septembre 2000 F la semaine.
Tél. : (16 1) 42 55 73 42 (répondeur).

Danemark, loue confortables chalets sur la riviera danoise. Situation tranquille. A seulement 10h de Paris.
Tél : 53 40 92 00.

Portugal, 50 km de Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique bord de mer.
Tél : 53 40 92 01. VL.
Carr 47500 Fumel.

40 - Linxe, côte Landes, nature, océan et lac à proximité 10 mn. Vos vacances au calme, en famille.
Mobilhomes dispon. 29/6 au 6/7 et 17/8 au 7/9. Camp. Munic ***.
Tél. : 58 42 90 00. HB.

Dax - Landes. Cures Thermales. Loue studio vue sur l'Adour, tout confort. Asc. Parking. Télé. TV. Séjour, 2300 F. Renseignements. Réservation. Tél. après 20 h : 58 57 22 36.

H. 26 ans, IEP et DESS. Aménagement. 3 ans d'exp. en coll. locales.
Connaissances en aménagement du territoire et en urbanisme opérationnel.
Recherche poste Paris-Région parisienne. Accepte également poste d'attaché parlementaire. Tél. 47 57 67 79 en prov.
et (1) 43 67 44 76 à Paris.

En Dordogne, merveilleuse forêt de La Double et ses étangs : chambre d'hôte, stages poterie, tissage, cuisine et art de la table, théâtre, peinture. Rens.
Tél. : 53 90 82 85
ou 53 90 85 11.

VILLE de Pérenchies

La ville de Pérenchies 7 500 habitants à 10 mn de Lille

recrute par voie de mutation

UN TECHNICIEN TERRITORIAL POUR LA DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

PROFIL :
- Expérience dans une fonction similaire.
- Aptitude à l'encadrement.
- Disponibilité.
- Rigueur- initiative.
- Connaissances informatiques et techniques.

MISSION :
- Encadrement du personnel des Services Techniques
- Planification et coordination des travaux,
- Gestion des installations sportives et bâtiments communaux,
- Urbanisme,
- Gestion des stocks- gestion budgétaire des Services Techniques
- Marchés publics,
- Mise en place de suivis (patrimoine, consommation).

Rémunération statutaire- régime indemnitaire- possibilité de logement.

Pour tout renseignement :
Mme L. Detailleur, Secrétaire générale,
Tél : 20 08 19 30 ou M. le Maire.
Adresser lettre manuscrite + CV + copie du dernier arrêté à :
Monsieur Didier Pira
Maire de Pérenchies Hôtel de ville-
BP 59- 59840 PÉRENCHIES.

LA COMMUNE DE ROUSSET SUR ARC

3 100 habitants
à proximité d'Aix en Provence
recrute par voie statutaire

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL-ADJOINT

Pour ce poste, sous l'autorité du Secrétaire Général,
il aura principalement pour mission :
- La gestion administrative et financière des services techniques.
- L'assistance juridique auprès des services et des élus.
- Le montage des dossiers de subvention et leur suivi.

Profil :
- De formation supérieure, il maîtrise parfaitement les procédures administratives, la réglementation des marchés publics, les procédures budgétaires.
- Il a de solides capacités d'analyse, de synthèse et d'initiative.

Il a de bonnes aptitudes rédactionnelles et est **très disponible.**
- Une expérience confirmée dans un poste similaire est **indispensable.**

Rémunération statutaire + prime.
Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + CV à Monsieur le Maire de Rousset, Place Paul Borde 13790 ROUSSET **au plus tard le 30 juin 1996.**

VILLE DE SAINTES

(Charente-Maritime)

recrute par mutation pour son Secrétariat Général

RÉDACTEUR (1ER GRADE)

MISSIONS :
- **Assurances- Contentieux- Sécurité**
- **Gestion des moyens communs : accueil, courrier, gardiennage...**

PROFIL :
Rédacteur Titulaire ayant connaissances en Droit Public et expérience souhaitée dans un poste similaire en collectivité territoriale.

Adresser candidature et CV à Monsieur le Maire de Saintes - B.P. 319 - 17107 SAINTES Cédex avant le 31 mai 1996.

Ville de Villeparisis

18 925 habitants (classement 20 à 40 000 habitants en cours) recrute

SON RESPONSABLE DES FINANCES

(ATTACHÉ)

MISSIONS : ce cadre sera le collaborateur direct du Secrétaire Général et particera à l'équipe de direction. Il aura pour missions :
- de diriger le service finances-comptabilité (4 personnes).
- de finaliser la mise en place de la M14.
- d'élaborer et suivre l'exécution du budget.
- de conforter les acquis en matière de gestion de la dette et de la trésorerie.
- de mettre en place des outils d'aide à la décision.
- de participer à la maintenance du réseau informatique en exerçant la mission .
- de correspondant informatique.
- de faire des études de coût et des analyses financières prospectives et rétrospectives.

PROFIL :
de formation supérieure, vous avez :
- de réelles aptitudes à la gestion de dossiers financiers.
- une expérience confirmée en gestion financière au sein d'une collectivité locale.
- des connaissances en informatique (environnement DOS/WINDOWS, Tableurs Excel).
- des qualités de management et de communication.

Les candidatures accompagnées d'un CV doivent être adressées à Monsieur le Maire, Service du personnel Hôtel de Ville, 32 rue de Ruzé 77270 VILLEPARISIS **avant le 10 juin 1996.**

République Française Département de l'Essonne

VIRY CHATILLON

31000 habitants

recrute par voie statutaire

2 Techniciens Territoriaux

placés sous l'autorité du responsable du centre technique municipal

Un Technicien, Responsable du service espaces verts

Missions :
- gestion et entretien du patrimoine espaces verts et floral
- conception des aménagements futurs
- gestion budgétaire et encadrement du service (50 agents).

Un Technicien, Responsable des services bâtiment et voirie

Missions :
Outre la gestion et la planification des interventions sur le domaine public et sur le patrimoine communal, vous aurez également en charge les services de la vie quotidienne, du garage municipal et des fêtes et cérémonies, soit, au total l'encadrement de 90 agents.

Profil : pour ces deux postes, sont requis :
- connaissances techniques dans les domaines respectifs d'intervention
- capacités réelles d'encadrement et qualités relationnelles
- expérience similaire significative.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. à : Monsieur le Maire, Service des ressources humaines, Place de la République 91178 Viry-Châtillon Cedex.

Ville D'ISSOUDUN (Indre)

15.000 habitants - Lycée-LEP- IUT
Ligne SNCF Paris -Toulouse
Proximité des autoroutes A20 et A71
recrute son :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

(ATTACHÉ OU DIRECTEUR TERRITORIAL)

MISSIONS :
- Coordonner et dynamiser les actions des services municipaux.
- Assurer la direction des services administratifs de la Commune.
- Assurer la direction des services de la Communauté des Communes regroupant quatre communes (18.000 habitants).
- Optimiser les ressources financières et développer les actions économiques de la ville.

PROFIL :
- Connaissances approfondies en droit des collectivités locales et droit privé.
- Aptitudes au management et au travail en équipe sous l'autorité directe du Maire.
- Expérience de la M14 souhaitée.

RÉMUNÉRATION :
- Conditions statutaires. - Primes de responsabilité, indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires. - Treizième mois.

Poste à pourvoir :
au 1er août 1996 par un titulaire du cadre d'emplois des Attachés.
Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et curriculum-vitae à Monsieur André Laignel, Maire-Hôtel de Ville BP 105- 36105 ISSOUDUN Cédex.

VILLE DE LILLE

180 000 habitants, 3 200 agents au sein d'une métropole de 1 100 000 habitants recrute selon dispositions statutaires

UN RESPONSABLE DE L'ORGANISATION ET DU CONTRÔLE DE GESTION

Missions principales :
- Caractériser les domaines de compétence et proposer des plans d'action et de développement de la Direction.
- Implanter le contrôle de gestion dans l'institution afin de produire régulièrement des informations de gestion à l'usage de la Direction Générale et des responsables de service.
- Assurer la mise en œuvre des procédures de suivi des organismes associés.
- Assurer la coordination et l'évolution du système de pilotage général.

Proposer des orientations à la Direction Générale.

Profil recherché
Expérience dans un poste similaire.
Grande capacité relationnelle et disponibilité.
Connaissance des collectivités locales.

UN CHARGÉ DE MISSION À LA DIRECTION ORGANISATION ET CONTRÔLE DE GESTION

Missions principales :
- Recensement et caractérisation des organismes associés afin de déterminer les Directions pilotes.
- Etablissement des procédures de suivi, de contrôle et d'évaluation qualitative.
- Interprétation des résultats et analyse des risques.

Profil recherché :
Connaissance de la comptabilité privée.
Capacité d'initiative et d'organisation.
Pratique de l'Informatique.

Les candidatures devront parvenir à la Mairie de Lille, Direction du Développement des Ressources Humaines BP 667- 59033 LILLE Cédex **avant le 15 juin 1996.**

AGENDA

Vendredi 24 mai :
Fondation Jean Jaurès : Stage Femmes de l'Afrique de l'Ouest, à Bamako, au Mali.
Henri Emmanuelli se rend à un Banquet républicain dans le Puy-de- Dôme, **à Puy Guillaume.**

Dimanche 26 mai :
Jean-Christophe Cambadelis et Harlem Désir participeront au rassemblement **de la JOC,** au Parc de la Courneuve.

Mardi 28 mai :
Réunion de la Commission nationale d'élaboration d'un texte sur les **Acteurs de la démocratie.**

Mercredi 29 mai :
Accueil à Solferino de la **Fédération d'Ile-et-Vilaine.**

Jeudi 30 mai :
Ségolène Royal réunit à Solferino, un séminaire de travail sur le thème des Services publics. **Ordre du jour : la SNCF.**

Vendredi 31 mai :
Gérard Le Gall, Délégué auprès du Premier secrétaire, anime une **réunion sur le Front national, à Orange.**

SIDACTION : SOLIDARITE ET ESPOIR

La mobilisation pour la lutte contre le sida a connu, le 12 mai, un temps fort avec la "Marche pour la vie" organisée par l'association Aides, à laquelle Lionel Jospin a, par sa présence, associé le Parti socialiste. Le Sidaction 96 (1) sera un autre temps fort. Pour la deuxième fois, les huit grandes chaînes de télévision vont organiser, le 6 juin, une soirée commune consacrée au sida, avec un double objectif : informer le public et recueillir des fonds destinés à la recherche et aux associations. L'association Ensemble contre le sida, qui regroupe associations et chercheurs, est le maître d'œuvre de cette manifestation ; elle collecte et redistribue les dons, en partenariat avec la Fondation de France.

Adapter notre droit

La question de la prévention est centrale : nous devons développer la prévention en milieu scolaire, lutter contre l'affaiblissement des réflexes de prévention, et modifier un état de droit qui, faisant du consommateur de drogue d'abord un délinquant, nuit à l'efficacité des actions de prévention. L'allongement de l'espérance de vie grâce aux progrès de la recherche va, peu à peu, transformer le sida en une affection chronique. Nous devons adapter notre droit à cette évolution, et notamment le droit du travail, de façon à ce que les personnes vivant avec le virus du sida aient des revenus suffisants et conservent toute leur place dans la société. La lutte contre les discriminations passe par une reconnaissance de l'égalité des droits.

Notre législation doit être réformée afin que les droits des couples homosexuels soient reconnus.

Pour la dignité et l'égalité

Les ordonnances sur la sécurité sociale ne proposent aucune solution pour réduire les inégalités dues à l'état de fortune des malades, elles sont muettes sur la coordination entre hôpital et médecine de ville et les inégalités géographiques s'aggravent. Il faut arrêter cette dérive et assurer un égal accès à des soins de qualité pour tous. Au sein du secrétariat national aux Problèmes de société, la commission sida prépare des propositions sur l'ensemble de ces questions.

Le combat contre le sida est un combat pour la vie, pour la dignité et l'égalité. Ce combat, le Parti socialiste est déterminé à le mener, et il soutiendra le travail indispensable des associations.

Christophe Chantepy
Délégué national aux Problèmes du sida.

(1) Pour envoyer un don, adressez un chèque à "SIDACTION Libre Réponse", 76419 Rouen CEDEX 9.

Délégation Histoire et Mémoire du Parti

FRONT POPULAIRE

Plusieurs sections, fédérations ou municipalités socialistes nous demandent ce qui est prévu par le parti pour les aider à organiser localement des expositions sur le Front Populaire.

Nous ne pouvons que vous recommander de vous adresser à l'OURS (Office Universitaire de Recherche et d'Education Socialiste) mais en sachant bien que l'OURS est un centre de documentation, d'archives, d'études et n'a pas vocation à vous fournir clés en main une exposition.

FRONT POPULAIRE... SACHEZ UTILISER L'OURS

Si l'OURS n'a pas d'exposition clés en main à vous proposer, il peut vous aider à réaliser une exposition sur le Front Populaire, en mettant à votre disposition, à moindre coût :

- **une bibliographie (des livres grand public aux études universitaires fouillées) ;**
- **des photos (leaders du Front Populaire, grèves, congés payés...)**
- **des journaux et revues d'époque (Le Populaire, l'Humanité, L'œuvre...).**

En fonction de vos moyens et de vos projets, des photocopies (de 1,50 F à 3 F selon le format) ou des reproductions (prix en fonction du format et de la couleur) des photos ou des documents que vous aurez sélectionnés pourront être réalisés rapidement. Nous avons également des documents sonores et audiovisuels.

MAIS SURTOUT, SACHEZ VOUS Y PRENDRE À TEMPS.

Pour tout contact : l'OURS, 86 rue de Lille 75007 PARIS.
(Tél. : 45 55 08 60. Fax : 45 55 66 33).

Enfin, nous ne saurions trop recommander aux municipalités d'exploiter au mieux l'étude des archives communales.

Jean-Marcel Bichat

STAGES RÉGIONAUX FORMATION

PAYS DE LA LOIRE
Samedi 1er Juin à Nantes
Animé par Alain Bergounioux, Secrétaire national à la Formation et Alain Claeys, Trésorier du PS
Thème : "Le militantisme aujourd'hui"
Inscriptions auprès de la Fédération de la Loire-Atlantique :
Tél. : (16) 40 20 63 00

LORRAINE
Samedi 15 Juin à Commercy
Animé par Jacques-Pierre Gougeon, délégué national à la Formation, et Gérard Le Gall, responsable des Etudes politiques auprès du Premier secrétaire
Thème : "Vers une démocratie d'opinion :
Rôle des médias ;
Rôle des sondages ;
Rôle du PS "
Inscriptions auprès de la Fédération de la Meuse : Tél. : (16) 29 84 55 62

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Samedi 15 Juin à Capendu (près de Carcassonne)
Animé par Jean-Marcel Bichat, délégué national à l'Histoire et à la mémoire du Parti, et Pierre Moscovici, Secrétaire national aux Études
Thème : "Politique économique et sociale"
Inscriptions auprès de la Fédération de l'Aude :
Tél. : (16) 68 25 42 09

Communiqué du Bureau national

PRIVATISATION DE RENAULT

Le gouvernement de Jacques Chirac vient d'annoncer la poursuite de la privatisation de Renault qui s'inscrit dans le droit fil de la politique de bradage des entreprises publiques engagée par Monsieur Balladur.

Hier, c'était Péchiney, Usinor, Rhône-Poulenc, Elf... Aujourd'hui, les AGF, Renault, et demain, France-Télécom, Aérospatiale, Thomson.

Ce train de privatisations marque l'absence de stratégies industrielles de la part du gouvernement, au détriment de la cohésion sociale et des contraintes du long terme.

La privatisation de Renault par touches successives se mène sans concertation avec les partenaires sociaux et sans aucun objectif industriel autre que de satisfaire aux besoins de trésorerie du gouvernement qui, après avoir versé près de 60 milliards d'aide aux entreprises, souhaite opérer aujourd'hui 60 milliards de coupes dans le budget de l'État.

Le Parti socialiste condamne cette nouvelle privatisation. L'entreprise Renault, qui a toujours joué un rôle d'avant-garde au plan social, a, aujourd'hui, avant tout, besoin que soit clarifié son avenir et que soit pérennisé son outil industriel, auxquels sont liés des milliers d'emplois.

15 mai 1996

Commémoration de la Commune de Paris

L'association "Vive la Liberté", fondée en 1987 sous l'égide du PS et de la FNSER, organise deux manifestations pour commémorer le 125e anniversaire de la Commune de Paris.

Le 28 mai, à partir de 18 h, rue de la Fontaine au Roi, *Pierre Mauroy, président de l'IS, déposera une gerbe au pied de la plaque rappelant la chute, le 28 mai 1871, de la dernière barricade organisée, où combattirent entre autres, Jean-Baptiste Clément, l'auteur du "Temps des cerises", Eugène Varlin "l'apôtre de la classe ouvrière et de l'internationalisme", les frères Ferré et Ferdinand Gambon. La manifestation continuera par une partie festive, avec le "Trio des Bois et des Rues" qui interprétera des chansons de l'époque, et la fanfare des Beaux-Arts, "La Grande Masse".*

La Commune, c'est 20.000 morts, près de 15.000 déportés ou exilés. La gauche a lourdement payé d'avoir voulu la "République de la justice et du travail". Aussi, la réunion-débat du jeudi 30 mai, 10, rue de Solferino de 18 h à 20 h, *portera sur les grands moments de la Commune et de son influence sur le socialisme, hier et aujourd'hui. Elle sera animée par Louis Mexandeau.*

A NE PAS MANQUER !
Renseignements :
Michel Printanier
Tél. : 40 63 55 47 ou 69 01.

DÉLÉGATION HISTOIRE ET MÉMOIRE

2E TABLE RONDE :

"Les enjeux d'aujourd'hui, reflets du passé : Les socialistes et les acteurs de la démocratie"

MARDI 25 JUIN DE 18 H À 21 H

Salle Marie-Thérèse Eyquem. 10, rue de Solferino, Paris VIIe

AGENDA DU PREMIER SECRÉTAIRE

Mardi 28 mai :
- **Réunion de la Commission "Acteurs de la démocratie".**
- **Rendez-vous avec une délégation de la Ligue des droits de l'homme.**
- **Devant la délégation "Histoire et Mémoire du Parti socialiste".**
- **Rendez-vous avec "Médecins du Monde".**

Mercredi 29 mai au lundi 3 juin :
- **Au Bilderberg, meetings à Toronto (Canada).**

Communiqué du MJS

SOUSCRIPTION

Du 22 au 28 Juillet 1996, de nombreux militants du Mouvement des Jeunes Socialistes se rendront à Bonn pour participer au festival mondial de la IUSY (International Union of Socialist Youth), organisme international regroupant tous les jeunes socialistes du monde.

Ce Festival, qui a lieu une fois tous les trois ans, sera organisé par les Jeunes socialistes allemands et devrait rassembler 5000 jeunes autour de trois grands thèmes :
- Les nouvelles formes de régulation politique et économique ;
- La place de la femme dans le monde ;
- Le développement, la démocratie, la redistribution.

Le but est de parvenir à la formulation d'objectifs politiques clairs et de propositions concrètes, synthétisés dans ce qui sera le Manifeste de la IUSY, support de prochaines campagnes internationales.

Tout au long de cette semaine, le Festival sera largement couvert par les médias et affichera sa volonté de promouvoir l'Internationale socialiste.

Alors que Pierre Mauroy préside aujourd'hui l'Internationale socialiste, la présence massive de jeunes socialistes de France lors de ce rendez-vous exceptionnel est bien entendu indispensable. Il s'agit pour nous d'affirmer notre conviction que la plupart des maux qui frappent nos sociétés (chômage, atteintes aux droits de l'homme, injustices sociales, sous-développement...) doivent trouver des réponses globales par la solidarité internationale des forces de progrès.

L'inscription au Festival coûte un peu plus de 1 000 francs par personne (hébergement et repas), sans compter les frais de transport. Pour permettre à 200 militants de se rendre à Bonn, le MJS fait appel à la solidarité des membres du Parti socialiste.

Sans votre aide, nous ne pourrons pas assurer la représentation de la France à ce grand rendez-vous des jeunes socialistes.

D'avance merci...

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Nom (ou Section) : ..... **Prénom :** .....

Adresse : .....

Code postal : ..... **Ville :** .....

Je soutiens le MJS pour sa participation au Festival de la IUSY et je joins un chèque à l'ordre du MJS d'un montant de:

❒ **50 francs** ❒ **100 francs** ❒ **200 francs** ❒ **ou plus,**

Adressez votre courrier au MJS - souscription IUSY - 10, rue de Solferino, 75007 PARIS. Pour en savoir plus... Tél.: 45 56 79 99



Louisette FARGETTE : "Sans la presse, pas de Festival"

C'était en 1948, le Festival avait deux ans. Au service de presse, alors dirigé par Christiane Rochefort, arrive une jeune inconnue, Louisette Fargette. En 1969, "Louisette", comme chacun l'appelle désormais, est devenue l'égérie de la presse et va diriger ce secteur névralgique de la manifestation pendant 25 ans.

Quel rôle joue la presse ?

Le Festival a toujours eu besoin de la presse. Sans les médias, ce serait resté une manifestation de professionnels. S'il a cette ampleur, aujourd'hui, c'est grâce aux journalistes. En 1948, quand je suis arrivée, ils boudaient plutôt. Personne n'aurait pu prévoir les 350 photographes, 73 télévisions et 3500 journalistes d'aujourd'hui.

Pourquoi ce succès du Festival de Cannes, sans égal sur le plan mondial ?

C'est d'abord le prestige de la côte d'Azur. La région est très belle, malgré le béton qui, peu à peu, envahit Cannes. L'impact économique est également très important grâce au Marché du film (500 longs métrages projetés chaque année) où les distributeurs viennent faire leurs emplettes. La Palme d'or a elle-même un effet bénéfique sur les ventes. Un film palmé devient un film à voir. Il faut compter aussi avec l'effet "catalogue", puisque Palme d'Or, à la télévision, signifie "prime time". Enfin, l'effet "star" attire toujours les foules. Il faut les voir les Cannois arriver à 8 heures du matin avec leur pliant, pour être au premier rang de la "montée des marches", afin d'être sûrs d'approcher, voire de toucher la star mythique !

Propos recueillis par C. P.

LE FESTIVAL DE CANNES DEJA EN SALLES

PALMARES : Le jury a fait un bon choix. Palme d'or et prix d'interprétation féminine (pour la prestation sensationnelle de Brenda Blethyn) mérités pour **"Secrets et mensonges"** de Mike Leigh. Cette excellente comédie sur une famille de prolos londoniens témoigne de la vitalité du cinéma social britannique. Et le jury s'est montré très éclectique puisqu'il a donné un prix spécial à **"Crash"**, le film le plus sulfureux et le plus contesté de la compétition -orgasmes et accidents de voiture, sexe et mort- mais à vrai dire le plus novateur, et un grand prix à son contraire, le puritain et mystique **"Breaking the waves"** de Lars Von Trier.

DEJA EN SALLES : Plusieurs films présentés à Cannes sont déjà sortis. Cette année, le Festival a surpris par la suprématie du vieux continent : 14 films européens sur 22. Et, surtout, par la sélection française la plus forte jamais présentée depuis un demi-siècle (cinq films en compétition officielle) même si elle n'a pas séduit le jury.

FRANCE : Tout d'abord, un très beau film : **"Un héros très discret"** qui reçoit le prix du meilleur scénario. En 1945, dans une période qui se prête à toutes les confusions, un artiste du mensonge se fait passer pour un héros. Un scénario bien écrit, à partir d'un roman de Jean-François Deniau, un découpage très sûr, une direction d'acteur brillante -Mathieu Kassovitz est parfait dans ce rôle d'opportuniste- et une mise en scène très élaborée. Jacques Audiard dresse un portrait magistral, et tout en finesse, de l'imposteur. Dans **"Le huitième jour"**, de Jaco van Dormael, Daniel Auteuil, celui qui est normal -jeune cadre dans une banque- rencontre par hasard celui qui ne l'est pas, Pascal Duquenne, un mongolien. Tous deux obtiennent le prix d'interprétation masculine. Un film tendre, malgré le chantage permanent à l'émotion et des scènes trop prévisibles. **"Ridicule"**, qui a fait l'ouverture, est une comédie en costumes de Patrice Leconte. Un noble provincial à moitié ruiné arrive à la cour de Louis XVI, où règne le "bel esprit". Pour plaire, un seul moyen, le bon mot, et un seul risque, le ridicule. Enfin, **"Trois vies et une seule mort"**, de Raùl Ruiz, trois histoires d'un homme aux multiples personnalités, toutes interprétées par Marcello Mastroianni.

ETATS-UNIS : Choisir plutôt **"Sunchaser"**, qui sort le 29. Un adolescent en



Notre société est-elle une secte ?

«Sectes : Pouvoir et Manipulation» était le titre d'un double «Théma», en avril, sur Arte, sur lequel il nous faut revenir. Car les sectes, bien qu'à la mode-audimat sont toujours d'une croissante et nocive actualité.

172 en France, selon les RG, 250 en réalité, et 600 en Allemagne. Elles prolifèrent dans le monde. Arte les a filmées. Notamment : Soka Gakai («Priez et enrichissez-nous») plus puissante -10 millions d'adeptes- que l'Aum au gaz dont le chef Ikeda reçoit Kohi ou Mandela ; les Témoins de Jehovah, moins angéliques qu'ils le disent ; la «Vie Universelle», les «Livets Ord» suédois-ukrainiens, et l'ineffable ex-secrétaire Uriella, "gouroute" de Fiat-Lux.

On mentionne à peine la «Scientologie», qui poursuit la moindre allusion à ses activités, sauf pour noter avec amusement qu'elle est taxée en Allemagne comme société et non église, et qu'on tourne un film sur Ron Hubbard son fondateur avec le fan-sciento Travolta, produit par la MGM, propriété de notre pauvre Crédit Lyonnais.

Toujours sur Arte : depuis Guyana, Waco, Temple solaire et Aum (jugement du gourou en cours), on a eu la non divine révélation du phénomène de «société-secte». Accoler ces deux mots n'est pas innocent : les modes de conditionnement des sectes sont déjà présents dans notre civilisation. L'uniformisation mondiale des rituels sociaux et commerciaux dans l'habillement, le sport, l'architecture, le show-biz, télé, etc. fabriquent la destruction du libre arbitre de l'individu.

Par la manipulation de la pensée et du comportement, l'abaissement de l'esprit critique et de la résistance mentale, les sectes vont au bout de la logique de nos sociétés : de nombreuses entreprises obligent au secret, à la dévotion, excluant toute adhésion à la vie sociale, privée, syndicale, associative, politique. Disney et Mac Do sont exemplaires par l'exigence de soumission demandée à leurs salariés à l'idéologie-maison. Mais la contrainte est ici «volontaire».

Les sectes ne poussent-elles pas à l'extrême des comportements existants que la mondialisation accentue ? Ne sommes-nous pas déjà dans une méga-secte en germe ?

Jean Vermorel

Lutte contre les sectes : UNADFI : 10 rue du Père Julien-Dhuit- 75020 PARIS. Tél. : 47 97 96 08. CCMM (Ikor) : 19 rue Turgot- 75009 PARIS. Tél. : 42 82 04 93

cavale, atteint d'un cancer, kidnappe son médecin et l'entraîne dans le Grand Canyon et Monument Valley à la recherche d'un sorcier navajo. Un road-movie initiatique mené tambour battant par Michael Cimino. Avec **"Kansas City"**, Robert Altman poursuit sa description de l'Amérique. Ici, sa ville natale. À travers l'histoire rocambolesque du kidnapping de la femme d'un politicien, toute l'ambiance des années 30, jazz, maffia, ségrégation. **"Girl 6"** (sortie le 29), voulait être actrice mais, pour joindre les deux bouts, elle accepte un poste d'opératrice de téléphone rose... Spike Lee, fer de lance de la "Nouvelle Vague noire" hollywoodienne, retrouve la liberté de ton de ses premiers films.

ITALIE : "La seconde fois". Nanni Moretti, professeur à Turin reconnaît par hasard une militante gauchiste qui, douze ans plus tôt, a tenté de le tuer. A préférer au décevant **"Beauté volée"**, de Bernardo Bertolucci. Chronique de l'éveil affectif et sexuel d'une adolescente, dans une grande villa en Toscane, au milieu d'artistes et d'intellectuels désœuvrés. Liv Tyler n'est pas la nouvelle star annoncée.

Claude Polak

*Après le Festival, reprise de l'intégralité des films des différentes sections. **"Un certain regard"** : à L'Elysée-Lincoln (Paris) à partir du Vendredi 24 mai. **"Semaine de la critique"** : à l'Espace St-Michel (Paris) du 31 mai au 2 juin et à l'Institut Louis Lumière (Lyon). Enfin, **"Quinzaine des réalisateurs"** et **"Cinéma en France"**, du 22 au 28 mai à la Vidéothèque de Paris.*

285
Vendredi
UN AN
280F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000".

Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

Dom-Tom/CEE : 400 F
Autres pays : 600 F
Institutions : 500 F

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
Ville.....Code postal.....
Signature :

Le mot des lecteurs

Et l'inflation, alors ?

Dans le si triste bilan de Jacques Chirac vous ne parlez pas (encore ?) de l'inflation... qui pourtant repart ! Il suffit de faire régulièrement les courses pour s'en apercevoir, les résultats mensuels de l'INSEE ne donnant, comme à l'accoutumée, qu'une vision adoucie du phénomène.

Jacques Chirac est de retour, l'inflation aussi ! En 1986, les socialistes avaient lourdement payé la facture d'une politique courageuse et nécessaire contre l'inflation. Courageuse, car par le biais de la TVA, l'Etat a tout intérêt, notamment en période de récession, à laisser les prix grimper pour renflouer les déficits sans augmenter ostensiblement la pression fiscale. Nous payons aujourd'hui la hausse de 2 points de la TVA mais ce n'est sûrement pas la seule raison de l'inflation.

Et comme ce ne sont ni les salaires ni les pensions et retraites, il faut supposer que ceux qui fixent les prix reconstituent leur marge... Nous entrons donc dans la spirale dangereuse de la stagflation et des anticipations à la hausse, la vaine course-poursuite des revenus pour rattraper le pouvoir d'achat. Craignons qu'en 1998 nous n'ayons à juguler une inflation à deux chiffres. A 0,6% par mois, c'est vite arrivé.

D'autant que par delà la lutte contre les grandes surfaces, il faut voir une offensive contre les prix bas. L'arsenal juridique actuel suffit pourtant, alors que le projet du gouvernement, en introduisant la notion de prix anormalement bas, crée un flou juridique dont les premiers lésés seront les consommateurs.

Katherine Thévenin-Wilson
95-Montmorency

Mobiliser l'opinion et vite !

(...) Très concerné en tant que militant du PS et cadre retraité d'EDF-GDF, je ressens le besoin d'apporter ma modeste contribution à ce débat fondamental sur l'avenir des services publics. Le gouvernement actuel tiraillé entre la conscience de l'attachement des Français à leurs services publics et sa culture libérale dominante a des difficultés à défendre efficacement le dossier. Il devient de fait urgent de l'obliger à agir en le soumettant à la pression des citoyens et de leurs élus locaux et nationaux. Il faut pour cela mobiliser l'opinion et le faire vite. Pour cerner complètement les enjeux en cause, il convient d'éclairer trois aspects complémentaires du problème posé : les positions en présence sur la notion de service public au niveau européen ; les réalités du Service public actuel en France au travers de l'exemple d'EDF ; la démystification du postulat libéral selon lequel la gestion privée conduit à des coûts plus faibles. (...)

Marc Leygonie
34-Montferrier

1er Mai de chocs

Pour ne pas avoir circulé assez rapidement, au gré du service d'ordre, lors de la manifestation du 1er mai organisée à Paris par la CGT, notre photographe Pascal Lebrun s'est vu "rosser", son matériel a été détruit. Tout cela devant témoin.

Le syndicat, dûment contacté par courrier, n'a pas daigné à ce jour se manifester. Une plainte pour coups et blessures volontaires est en cours de constitution.

Opposition plus virulente

(...) Je ne me suis jamais fait d'illusions sur Chirac sinon j'aurais voté pour lui ! Alors où est «la grande désillusion» pour un socialiste ? Elle ne peut exister que pour la droite non ? Autre chose : je vous trouve trop silencieux sur les coups de canifs donnés par Chirac et son gouvernement à la séparation de l'église et de l'État. Je vous trouve trop, infiniment trop, modérés à l'encontre des propos et des agissements (présents ou futurs) de Le Pen. Bref une opposition plus virulente me rassurerait beaucoup !

Marguerite Schneider
75015 - PARIS

Médias et démocratie

Au XIXe siècle, la bataille pour la liberté de la presse s'est confondue avec celle pour la démocratie. Aujourd'hui, certains se demandent si les médias ne vont pas se substituer à la démocratie. Qu'en est-il exactement ? Telle est "la" question posée par Alain Bergounioux à Jean-Noël Jeanneney, le 18 avril, lors des entretiens de Solferino.

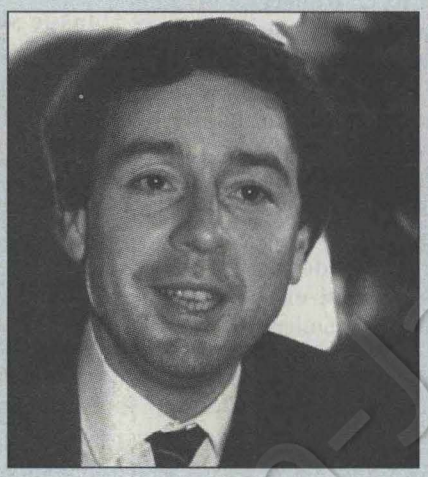
On a parfois l'impression que les problèmes actuels sont nouveaux mais il n'en est rien, répond en substance Jean-Noël Jeanneney en évoquant une controverse célèbre entre Jean Jaurès et Georges Clemenceau (voir encadré). Depuis, la loi du 29 juillet 1881 "a été d'une extraordinaire énergie libératrice" en "portant loin le courage de la liberté" au nom d'une conviction claire : "la liberté assure la vérité, la vérité garantit la démocratie".

"La suite a montré qu'une fois la liberté acquise, reste le défi de l'argent". La presse a besoin d'une prospérité minimale pour garantir son indépendance et avoir les moyens de résister aux pressions.

Mais, comme le montre celle de la IIIe République "pourrie jusqu'à l'os", elle a, surtout, à se défendre contre l'argent caché et la corruption. Certes, des "progrès incontestables" ont été accomplis grâce aux ordonnances de 1944, issues de la Résistance, et à la séparation entre la publicité et la rédaction. Mais le péril peut renaître. Quant à l'audiovisuel, il lui a fallu de nombreuses années pour se dégager de la tutelle gouvernementale. Les risques de retours en arrière ne viennent pas seulement du financement par le privé, mais aussi de la nécessité de la séduction pour vivre.

Pluralité du système

Les pouvoirs publics ont encore leur mot à dire : il faut, en effet, assurer la pluralité du système avec, à côté du secteur privé et des nouvelles radios libres, un secteur public qui doit vivre à un autre rythme. La gauche devra d'ailleurs réfléchir à l'intervention future de l'Etat, à la réorganisation et à l'augmentation de l'aide publique, à la création d'un fonds d'aide à la presse.



On l'aura compris, Jean-Noël Jeanneney n'est "pas trop pessimiste".

Monique Grima

Jean-Noël Jeanneney
Histoire des médias des origines à nos jours.
Ed. Seuil - 374 pages - 140 F.

DÉBAT

■ A un auditeur qui ne partage pas son optimisme, l'ancien ministre avoue qu'il a un peu forcé le trait mais qu'il est agacé par le pessimisme ambiant. L'idée d'une manipulation des télespectateurs par la TV lui paraît sujette à caution.

■ La presse est-elle le quatrième pouvoir ?
Jean-Noël Jeanneney n'emploie pas ce terme car il sous-entend une unité de dessein sur un point précis. La presse est bien une «formidable influence, mais une influence dispersée».

■ Pourquoi la télé ne se critique-t-elle pas elle-même ?
C'est indispensable, reconnaît l'orateur. Il existe bien l'émission «Arrêt sur image», il en faudrait plusieurs.

■ Et Internet et la multiplicité des programmes à venir ?
«Il n'y aura jamais de ligne Maginot» réplique Jean-Noël Jeanneney. «L'important est d'être préparé intellectuellement à les choisir.»

■ Le pluralisme dans l'audiovisuel ?
«Il faudrait que l'Etat intervienne pour porotéger la différence.»

■ L'éthique des médias ?
Il faut y réfléchir, mais c'est d'abord aux journalistes de la définir eux-mêmes.

■ Y a-t-il encore un espace pour les journaux d'opinion ?
Il doit y avoir une adaptation du média au service que l'on veut rendre. Le journal d'un parti, s'il est quotidien, atteint très vite ses limites. Le rythme hebdomadaire semble plus adapté.

Entretiens
DE SOLFÉRINO

Jeudi 6 juin 1996 de 18h30 à 20h30

Salle Marie-Thérèse Eyquem
10 rue de Solférino- 75007 Paris

Alain Bergounioux,
Secrétaire national à la Formation, vous invite à débattre sur le thème :

«Justice et démocratie»

Avec :
Michel Sapin,
ancien ministre de la Justice
Gérard Welzer, avocat.

Inscription : Secrétariat national à la Formation : 45 56 77 45

Une controverse toujours actuelle

En décembre 1894, Jean Jaurès et Georges Clemenceau se disputent dès l'entracte de la première d'une pièce d'Ibsen, "Un ennemi du peuple". Un docteur d'une ville d'eau norvégienne s'aperçoit que l'eau est polluée par les déchets d'une tannerie voisine. Le rédacteur en chef du"Journal du peuple" accepte dans un premier temps de publier l'information, mais rien ne paraît après l'intervention des plus hautes autorités de la ville.

Toute la pièce tourne autour du changement d'attitude du journaliste. Sa faute est-elle pardonnable ou non ? Oui, répond Jaurès, car elle est provisoire et évitable : quand règnera la société qu'il souhaite, le journaliste ne sera plus soumis aux pressions et la contradiction disparaîtra. Non, soutient Clemenceau, le journaliste aurait dû choisir la solitude du témoignage.

L'un et l'autre prolongeront cette polémique, des mois durant, dans les colonnes de leurs journaux respectifs en l'adaptant à la dialectique entre majorité et minorité en démocratie. La presse est-elle le flambeau qui éclaire la route ou fait-elle la part du feu pour des raisons financières, mais aussi pour des raisons de "modestie civique" ?

Cent ans après, le sujet est toujours d'actualité.